



HAL
open science

Recherche participative et science de la durabilité

Mina Kleiche Dray, Maël Goumri

► **To cite this version:**

Mina Kleiche Dray, Maël Goumri. Recherche participative et science de la durabilité. Dangles, Olivier (coord.); Sabrié, Marie-Lise (coord.); Fréour, Claire (coord.). Sciences de la durabilité : comprendre, co-construire, transformer (volume 3), IRD, pp.84-87, 2024, 978-2-7099-3039-0. hal-04715784

HAL Id: hal-04715784

<https://hal.science/hal-04715784v1>

Submitted on 31 Oct 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

• Recherche participative et science de la durabilité

Mina Kleiche-Dray et Maël Goumri,
IRD, département Société et Mondialisation, Marseille, France

Mise en contexte

Depuis les années 2000 en France, les recherches associant chercheurs institutionnels et les publics concernés par ces recherches connaissent un fort essor. Ces démarches participatives prennent un sens particulier vis-à-vis de la science de la durabilité qui promeut une co-construction de dispositifs, impliquant l'ensemble des acteurs pour renouveler en profondeur les pratiques scientifiques. Les recherches participatives s'inscrivent donc dans un continuum entre recherche, médiation, expertise et science ouverte, et renouvellent ainsi le dialogue science/recherche/société par les défis épistémologiques, méthodologiques et institutionnels qu'elles posent à la science.

Contact

mina.kleiche-dray@ird.fr

Pour aller plus loin

GOUMRI M., KLEICHE-DRAY M., 2022 – *La recherche participative au sud face à son institutionnalisation. État des lieux et perspectives*. Marseille, IRD, 40 p.

Recherche participative au prisme des enjeux d'inégalités Sud-Nord

Les recherches participatives sont une manière de faire de la recherche « autrement ». Sous des noms différents (science participative, recherche participative, recherche collaborative, sciences citoyennes, co-recherche, *community based research*), elles s'inscrivent dans une multiplicité de dispositifs scientifiques dont le dénominateur commun est d'associer à une recherche faite par des chercheurs institutionnels (CH) les publics concernés sans qu'ils n'aient le statut de CH professionnel, afin d'acquérir des savoirs différents. Les lieux et méthodes mobilisés dans le cadre de ces recherches – à l'instar des fablabs (laboratoires de fabrication), des boutiques des sciences ou des observatoires citoyens, des alliances science/société – permettent la rencontre entre une science dite « dominante » et d'autres formes de savoirs pour l'enrichir. Au Sud, ce type de recherches inscrites dans une démarche de science engagée auprès des populations est aujourd'hui intégré dans de nombreux agendas politiques nationaux (par exemple en Bolivie, Équateur, Mexique) en vue de la construction de sociétés plus inclusives où la justice épistémique entre le scientifique et le non-scientifique, et entre Nord et Sud, devient un enjeu central. Dans les arènes internationales (convention de la Diversité biologique, déclarations des Droits des peuples autochtones, des paysans, des afrodescendants, COP), les savoirs locaux des populations sont reconnus comme faisant partie des solutions techniques et politiques aux défis globaux. Qu'il s'agisse des populations autochtones ou des femmes du fait de

leurs interactions privilégiées avec l'environnement (pour l'alimentation, les soins, l'habitat), ces « sachantes » sont reconnues dans leurs capacités à développer des savoirs particuliers (expérientiels, profanes, érudits) sur les humains et non-humains ; savoirs qui jouent un rôle central notamment dans le maintien de la biodiversité et l'adaptation au changement climatique. Au-delà, les recherches participatives portées par des acteurs aux visions du monde, discours et pratiques différents sont reconnues pour œuvrer plus généralement à réduire la verticalité des savoirs et les asymétries de pouvoir qu'elle engendre. Elles placent de fait la justice épistémique comme enjeu de justice sociale majeur. Au-delà de la manière dont les recherches participatives sont conduites, c'est souvent la recherche d'intégration de savoirs de sources différentes qui est en jeu.

La recherche participative au prisme de la colonisation des savoirs versus la justice épistémique

Les démarches participatives prennent un sens particulier dans le cadre de recherches menées dans les Suds dans un contexte post-colonial. Elles peuvent en effet apparaître aux yeux de nombreux CH comme une solution pour sortir de la « colonisation des savoirs », c'est-à-dire la constitution de savoirs sur les Suds depuis le Nord, autrefois pour l'intérêt de la métropole. Les recherches participatives permettent de calquer les agendas de recherche des CH sur les priorités identifiées localement, ce qui fait de cette approche une alliée majeure de la science de la durabilité. Le programme de recherche interventionnelle « Transitions », porté par l'unité Transvihmi et le réseau pédiatrique Enfants VIH

Afrique au Sénégal et au Burkina Faso, illustrent bien la manière dont l'implication des non-professionnels de la recherche permet de modifier les objectifs et activités des projets en fonction des priorités des populations concernées. Dans *Transitions*, un atelier participatif à Dakar a été construit et conduit avec 16 jeunes vivant avec le VIH, avec pour objectif de les amener à identifier leurs défis et besoins spécifiques. Des séances d'inclusions matinales (*ice breakers*, ancrage, méditation), l'utilisation d'outils propres à l'intelligence collective (arbres à problème) ainsi que l'animation de séance d'improvisation théâtrale ont permis de libérer la parole. Les jeunes ont également échangé sur leurs difficultés au quotidien dans une société discriminante envers les personnes vivant avec le VIH. Ces échanges ont permis de montrer que les besoins prioritaires n'étaient pas tant l'éducation à la santé sexuelle et reproductive, tels qu'initialement anticipés par le projet, mais de briser l'isolement social et lutter contre l'auto-stigmatisation et la discrimination. Les jeunes associatifs partenaires pilotent actuellement deux projets communautaires en ce sens. En favorisant la co-construction de solutions techniques et politiques pour répondre aux défis globaux, la science de la durabilité réactive aussi des questionnements liés à la recherche partenariale et invite à ne plus simplement faire des recherches « dans les Suds », mais à les réaliser « avec les Suds », y compris en associant des acteurs non professionnels de la recherche. Dans le cas de l'IRD, la recherche participative est appelée à être mobilisée dans la construction des communautés de savoirs afin de « systématiser la co-construction de programmes et de projets de recherche en créant des passerelles pour un dialogue multi-acteurs, valorisant les savoirs pluriels et ouvrant

un espace d'écoute et d'échange informé, juste et équitable » (contrat d'objectifs, de moyens et de performance). La science de la durabilité implique une co-construction de dispositifs incluant l'ensemble des acteurs pour à la fois renouveler en profondeur les pratiques scientifiques (et éviter les effets de saupoudrages ou d'addition), intégrer le « tiers-secteur de la recherche » à l'ensemble des étapes de celle-ci (du cadrage à la mise à disposition des données) et favoriser l'interdisciplinarité (notamment entre sciences dites « dures » et sciences sociales).

De la médiation de la science à la médiation de la recherche

Le mouvement de formalisation des relations entre science, recherche et société s'inscrit aussi dans l'agenda des instances nationales, européennes et internationales (par exemple, la conférence annuelle internationale sur les recherches participatives de l'ONU). Il implique une co-production des savoirs et une structuration d'un tiers-secteur de la recherche composé de collectifs citoyens ou d'acteurs de la société civile. La co-recherche et la co-construction des savoirs multi-acteurs ont acquis une place dans le renouvellement des stratégies et des politiques de la recherche et de l'innovation pour promouvoir la science en France. Cet engagement est soutenu et encouragé par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche dans le cadre de la loi de programmation de la recherche et traduit dans la feuille de route « Science avec et pour la société ». Celle-ci incite l'ESR à renforcer le dialogue science/recherche/société en mettant en œuvre des programmes de recherche favorisant l'association des non-professionnels de la recherche dans les démarches de recherche

pour être plus inclusives des différents publics et créer des espaces d'interface entre la science et la société. Il ne s'agit donc plus seulement de médiation de la science mais de médiation de la recherche. La recherche participative et la mise en place de dispositifs pour son accompagnement occupent donc une position centrale dans ce mouvement d'implication des acteurs non scientifiques et de transformation des pratiques scientifiques dans les processus de production, d'usage des connaissances et d'accès aux données. Elle renouvelle donc le dialogue science/recherche/société.

La recherche participative au centre du partenariat équitable et solidaire

Les recherches participatives ne sont pas sans effet sur les pratiques de recherche. S'inscrivant dans un continuum entre recherche, médiation, expertise et science ouverte, tout en apportant des spécificités en termes d'horizontalité et de participation du public, elles renouvellent ainsi les questions de recherche, les objets de recherche, le dialogue science/recherche/société ainsi que la gouvernance,

le pilotage et l'évaluation de la recherche. Par exemple, le projet ANR Gengibre, coordonné par l'unité Cessma depuis 2021, vise à engager un dialogue sur les pratiques agricoles des populations du Brésil à travers une étude participative sur l'agroécologie. Elle permet une valorisation des savoirs ancestraux grâce à une rencontre entre des savoirs universitaires et des savoirs locaux singulièrement produits et perpétués par les femmes. Ce projet se place ainsi dans l'approche de la science émancipatrice, et féministe en particulier, sur la manière de produire et d'utiliser des savoirs pour permettre une transformation sociale orientée vers la durabilité des pratiques agricoles autant que l'égalité femmes/hommes. Elles sont ainsi au centre des débats intellectuels des communautés scientifiques internationales du fait des enjeux épistémiques et méthodologiques qu'elles posent à la science. La science de la durabilité projette un renouvellement des pratiques scientifiques où l'interdisciplinarité, l'engagement multi-acteurs et la mise en place de dispositifs structurants deviennent des enjeux majeurs pour la co-construction de recherche et de co-formations avec et dans les Suds.

À RETENIR

La science de la durabilité invite à questionner la capacité de notre système de production scientifique à renouveler les rapports entre sciences de la nature et sciences sociales, et ses rapports aux savoirs « autres » pour répondre aux enjeux socio-environnementaux. Cela suppose une structuration des pratiques qui soulève les enjeux de définition de ce qu'est la recherche participative, ainsi que des enjeux d'éthique forts (dans la mesure où ces pratiques ne sont pas sans effet sur les populations concernées) et des enjeux institutionnels qui questionnent les dispositifs institutionnels de la recherche.

SCIENCE DE LA DURABILITÉ

COMPRENDRE, CO-CONSTRUIRE, TRANSFORMER

Volume 3

Réflexion collective coordonnée
par Olivier Dangles, Marie-Lise Sabrié et Claire Fréour

IRD Éditions

Institut de recherche pour le développement
Marseille, 2024

Coordination éditoriale : Corinne Lavagne
Préparation éditoriale : Jasmine Portal-Cabanel
Couverture, maquette et mise en page : Charlotte Devanz

Photo de couverture : Peinture rupestre, Cueva de los Manos, Argentine.
© IRD/O. Dangles - F. Nowicki/*Une Autre Terre*

Photo p. 14 : Préparation de tubes pour des prélèvements salivaires, Gabon.
© IRD/P. Becquart

Photo p. 40 : Centre de santé sous la chaleur, Sénégal.
© IRD/I. Makosi, projet Mopga

Photo p. 70 : Lancement d'un drone sur le Changri-Nup, massif de l'Everest, Népal.
© IRD-CNRS/T. Vergoz, expédition Preshine

Photo p. 92 : Jeu participatif sur l'érosion, Indonésie.
© IRD/Droits réservés

Photo p. 106 : Fabrication d'une jarre en terracotta, villages de métiers, Vietnam.
© IRD/J.-M. Borée

Photo p. 128 : Dessin d'enfant, Madagascar.
© IRD/S. M. Carrière

Publication en libre accès selon les termes de la licence Creative Commons CC BY-NCND 4.0, consultable à l'adresse suivante : <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.fr>

Elle autorise toute diffusion de l'œuvre, sous réserve de mentionner les auteurs et les éditeurs et d'intégrer un lien vers la licence CC By-NC-ND 4.0. Aucune modification n'est autorisée et l'œuvre doit être diffusée dans son intégralité. Aucune exploitation commerciale n'est autorisée.



© IRD, 2024

ISBN papier : 978-2-7099-3039-0

ISBN PDF : 978-2-7099-3040-6